

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETÉS

REGLEMENTATION TEMPORAIRE SUITE A UN AVIS DE PHENOMENE « VAGUES-SUBMERSION ET VENT VIOLENT » – POINTE DE MOUSTERLIN

Le Maire de la Commune de FOUESNANT,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Code Pénal,
- Vu le Code de la Voirie Routière,
- Vu le Code de la Route,

- Considérant qu'en raison d'une forte houle et de forts coefficients de marée, il convient de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules de toute nature ainsi que l'accès des piétons à la Route de la Pointe de Moustierlin,

A R R E T E

ARTICLE 1 : La circulation et le stationnement des véhicules de toute nature ainsi que l'accès des piétons seront interdits, Route de la Pointe de Moustierlin, de l'hôtel de la Pointe jusqu'au Bar du Grand Large, du vendredi 9 février 2024 à partir de 18 heures et ce jusqu'à l'accalmie des conditions météorologiques.

ARTICLE 2 : Les mesures édictées ci-dessus seront matérialisées par une signalisation appropriée.

ARTICLE 3 : Les droits des riverains et de la sécurité demeurent réservés.

ARTICLE 4 : Les conducteurs des véhicules devront se conformer aux injonctions des services de police.

ARTICLE 5 : Les contraventions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi.

ARTICLE 6 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de FOUESNANT,
 - Monsieur le Responsable de la Police Municipale de FOUESNANT,
 - Monsieur le Directeur des Services Techniques de FOUESNANT,
- Sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

FOUESNANT, le 9 février 2024

Le Maire,




Roger Le Goff

Copie : service Communication

Le Maire informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rennes (3 Contour de la Motte, 35044 RENNES) dans le délai de deux mois à compter de la présente notification.
Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

